

La Lettre du CIAN

Mars / Avril 2013

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

« MAIN DANS LA MAIN »

La France est en guerre au Mali, avec comme alliés la CEDEAO et le Tchad. La grande majorité des pays africains approuve cette intervention et personne ne taxe celle-ci des termes qui ont été utilisés pour la Côte d'Ivoire ou la Libye.

Notre pays, dans la continuité et avec l'aide de tous, se bat pour que l'Afrique fasse reculer l'obscurantisme et promeuve des sociétés plus ouvertes et plus démocratiques, afin que le continent se donne les moyens de l'émergence.

Nous savons tous que ce sera dur, long, que nous, entreprises, aurons à modifier sérieusement nos dispositifs sécuritaires, et le CIAN contribuera aux échanges d'expériences nécessaires. Mais nous sommes sûrs d'une chose : « l'Afrique : c'est l'avenir ! »

La France est aussi en guerre économique sur le continent et pour cela il faut se mettre en ordre de bataille, faire jouer

toutes les synergies possibles et surtout rester unis.

Après la diplomatie économique voulue par le Quai d'Orsay et qui met au cœur du dispositif nos Ambassadeurs, nous ne pouvons qu'applaudir la signature d'une convention de collaboration entre l'AFD et le Trésor visant à ce que leurs réseaux se coordonnent sur cinq pays d'Afrique. C'est un début.

Nous souhaitons, et le CIAN plaide depuis longtemps pour cela, une meilleure efficacité des services de l'État français par un décloisonnement des missions qui provoquera un métissage des talents.

Pour le secteur privé, les récentes visites de Chefs d'État africains le démontrent, le CIAN, les CCE, le MEDEF, la CCIP, et tous les autres acteurs qui sont nombreux, unissent leurs forces au service du développement du continent.

Alexandre Vilgrain
Président

A RETENIR

20 mars :

- Conseil d'Administration du CIAN
- Assemblée générale ordinaire du CIAN avec présentation du Campus Europe-Afrique de Sciences Po
- Déjeuner-débat avec **Jean-Christophe Belliard**, Directeur Afrique & océan Indien au MAE sur « La diplomatie économique en Afrique ».

Lieu : Paris.

Contact :

communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76



ACTIVITES DU CIAN

COMMERCE EXTERIEUR – N. Bricq / CIAN Paris, 14 janvier

La Ministre du Commerce extérieur, **Nicole Bricq**, a reçu le CIAN à Bercy le 14 janvier. Parmi les sujets évoqués : la croissance africaine, le soutien aux entreprises exportatrices ou encore la concurrence chinoise.

La Ministre a affirmé sa volonté d'orienter le dispositif de soutien vers l'Afrique anglophone, zone dont la croissance est plus forte et l'État de droit plus stable que le reste du continent, confortant ainsi l'intérêt des entreprises du CIAN pour cette région offrant de nombreuses opportunités et avec laquelle elles sont moins familières. Elle a d'ailleurs rappelé que son premier voyage sur le continent a été dédié au Kenya, pays phare de l'Afrique de l'Est.

Le Président du CIAN a salué les efforts menés par le gouvernement pour mettre en place la « diplomatie économique » annoncée par le Ministre **Laurent Fabius**, notant un engagement plus important des Ambassadeurs dans ce domaine. Il a rappelé l'importance de créer des guichets uniques dans chaque pays où seraient regroupés les services économiques, commerciaux et d'aide, guichets très utiles à l'implantation des PME françaises sur le continent.

DEVELOPPEMENT – Clôture des Assises Paris, 1^{er} mars

François Hollande a clos, le 1^{er} mars, les Assises du développement et de la solidarité internationale en présence du Ministre chargé du développement, du Ministre de l'Économie et des Finances, de la Ministre de l'Enseignement Supérieur, du Ministre de la France d'Outre-Mer et du Président sénégalais, SEM **Macky Sall**, accompagné d'une suite nombreuse dont son Ministre des Finances et ancien administrateur du CIAN, **Amadou Kane**.

Ces Assises, initiées par **Pascal Canfin**, ont réuni durant 4 mois de concertation plus de 600 participants autour de 5 grands chantiers : quelle vision du développement après 2015 ? ; comment assurer une aide transparente et efficace ? ; comment accroître la cohérence des politiques publiques ? ; comment renforcer les partenariats État-acteurs non gouvernementaux ? ; innovations technologiques et sociales et politiques de recherche : quels enjeux pour le développement ?

Le Président **Hollande** a présenté les conclusions des travaux et a annoncé trois objectifs : le développement économique, la sécurité, la protection de la planète. Une loi devrait être votée précisant les objectifs et la méthode, et un Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale devrait être créé.

AFRIQUE 2013 – Forum CIAN/MOCI Paris, 8 février

« *L'Afrique oui, mais à quel prix ?* », tel était le thème du forum organisé par le Moci et le CIAN à la CCIP. Se référant au récent Rapport CIAN 2013 et animée par **Christine Gilguy**, rédactrice en chef du Moci, cette manifestation a été un immense succès avec plus de 400 participants.

Pierre-Antoine Gailly, Président de la CCIP a souligné combien l'Afrique était importante pour la région Île de France puis **Thierry Apoteker** (TAC SAS), et **Jean-Michel Severino** (I&P), ont traité des opportunités et coûts des risques. Entourant **Alexandre Vilgrain**, **Yves Boudot** (AFD), **Maya**

Kellou (Fidal), **Joël Krieff** (AM Capital), **Mohamed Krismi** (Attijariwafa Bank), **Jean-Jacques Lecat** (CMS Francis Lefebvre), **Jean-Jacques Lestrade** (Ponticelli), **Jean-Michel Marnotto** (Bureau Veritas), **Marc Rennard** (Orange) ont fait part de leurs expériences. Ce forum a été particulièrement dense dans la mesure où l'accent avait été mis, à l'image du Rapport CIAN lui-même, sur les témoignages des praticiens.

Peut-il y avoir une conclusion sur un ensemble de 54 pays ? Il est clair qu'une belle réussite a récompensé les entreprises qui ont osé, en mesurant bien le risque.

PERSPECTIVES ECO – Banque Mondiale Paris, 15 janvier

Andrew Burns, Directeur de l'équipe macroéconomique de la Banque et auteur principal du *Rapport sur les perspectives économiques mondiales 2013*, en a présenté les conclusions et notamment pour l'Afrique subsaharienne.

La croissance du PIB y est restée robuste à 4.6% en 2012 (5.8% hors Afrique du Sud), malgré le ralentissement de l'économie mondiale. Les perspectives à moyen terme restent bonnes et devraient étre soutenues par une reprise de l'économie mondiale, des prix des matières premières qui restent élevés et un investissement accru.

Depuis 2000, l'investissement dans la région a augmenté de manière continue de 15.9% du PIB à plus de 22% en 2012. Ceci devrait se poursuivre, surtout du fait qu'un nombre croissant des économies de la région sont capables de puiser dans les marchés internationaux de capitaux afin d'aider à réduire les contraintes infrastructurelles pénalisantes.

Les risques et les vulnérabilités demeurent et pourraient freiner la croissance de cette zone : la crise de la dette de la zone Euro, la faiblesse de l'économie américaine, le risque d'un recul désordonnée des investissements chinois élevés, les faiblesses locales (instabilité politique, conflits sociaux prolongés, mauvaises conditions climatiques...).

AIDE AU COMMERCE – Réunion OCDE Paris, 16-17 janvier

Ouvert par **Angel Gurría**, Secrétaire général de l'OCDE, **Pascal Lamy**, Directeur général de l'OMC, et **Karel de Gucht**, commissaire européen au commerce, le dialogue sur l'aide pour le commerce a fait le point sur les stratégies de développement destinées à supprimer les obstacles qui empêchent les pays en développement d'accéder aux marchés régionaux et mondiaux. Cette initiative, lancée en 2005 par l'OMC, a pour objectif de faire du commerce un moteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Grâce à l'engagement des bailleurs, l'aide pour le commerce représente désormais environ un tiers de l'aide publique au développement.

La situation des pays d'Afrique subsaharienne a largement été abordée à travers des cas concrets présentés par plusieurs pays anglophones (Tanzanie, Ghana, Zambie, Kenya). Parmi les principaux obstacles aux échanges, les intervenants ont souligné l'impact de la mauvaise qualité des infrastructures de transports, qui pénalise tout particulièrement les pays enclavés. Ils ont également dénoncé les nombreuses difficultés physiques et administratives qui entravent le mouvement des marchandises aux frontières. C'est la raison pour laquelle ils ont invité les pays concernés à

En savoir plus

Consulter le site du CIAN : www.cian.asso.fr

MAE - Assises du développement et de la solidarité internationale :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/aide-au-developpement-et/assises-du-developpement-et-de-la/

MOCI :

www.lemoci.com
Forum Afrique 2013
www.lemocievenements.com/forum-afrique-2013



Banque Mondiale :

www.banquemonde.org

OCDE :

<http://www.oecd.org/fr/cad/apc/dialoguealocdesurlaidepour-lecommerce.htm>

Mars / Avril 2013

accentuer leurs efforts d'intégration au niveau régional. Les représentants du secteur privé ont demandé à être davantage associés à l'élaboration des politiques publiques en matière commerciale, mais ils ont néanmoins reconnu que des progrès substantiels étaient intervenus depuis quelques années, en particulier en Afrique de l'est et australe.

CAMEROUN – Réunion Medef

Paris, 31 janvier

Une rencontre a été organisée avec le Président camerounais SEM **Paul Biya**, accompagné de sept Ministres et de chefs d'entreprises, lors de son déplacement à Paris. Animée sur le thème « *Cameroun-France : pour un partenariat économique durable* », cette réunion a permis à la délégation camerounaise de répondre aux participants sur les grandes orientations de la politique économique du Cameroun ainsi que sur les grands projets d'investissement considérés comme prioritaires et dont le financement n'est pas encore bouclé (BTP, mines, télécoms, énergie et eau, agriculture et agro-industrie).

Ce débat a été complété par des témoignages d'entreprises investies au Cameroun (Lafarge, GDF-Suez, Onomo...) et toutes se sont félicitées des conditions d'accueil de ces investissements et des efforts entrepris par le pays pour moderniser son économie et développer ses capacités productives dans un large éventail de secteurs porteurs de croissance.

Alexandre Vilgrain, Président du CIAN, a attiré l'attention des responsables camerounais sur les conséquences de la décision de la Loi de Finances 2013 de réduire de moitié la quote-part fiscalement déductible des frais généraux de siège et d'assistance technique étrangère et sur le risque de voir cette décision, dans la pratique, porter atteinte à la bonne application de la convention fiscale franco-camerounaise.

TANZANIE – Réunion IFRI

Paris, 22 janvier

Reçu à par l'IFRI pour un déjeuner-débat, le Président tanzanien, SEM **Jakaya Kikwete**, s'est d'abord exprimé sur ses principaux objectifs internes et externes. Interrogé par **Thierry de Montbrial**, Directeur général de l'IFRI, sur la situation géopolitique régionale, notamment la région des grands lacs, il a porté un jugement encourageant sur l'avancement du processus de stabilisation dans lequel il est lui-même fortement impliqué.

Sur les questions économiques, il a rappelé le rôle crucial du développement de l'agriculture pour la croissance de l'emploi et la réduction de la pauvreté dans un pays où 80 % de la population est rurale. Il a dit sa conviction que l'Afrique pouvait devenir un jour le grenier à blé du monde, relevant à cet égard que 60 % des terres arables non cultivées se trouvent sur ce continent. Il a insisté, par ailleurs, sur l'importance de la contribution du gaz naturel dans la croissance du pays, grâce à l'exploitation des gisements qui ont été découverts au sud de la côte maritime. Les réserves de gaz devraient rapidement s'accroître avec l'exploration et le développement d'autres périmètres prometteurs. Il a enfin confirmé son engagement à poursuivre l'intégration économique régionale mise en oeuvre dans le cadre du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est.

TANZANIE – Réunion CIAN

Paris, 24 février

Le CIAN a reçu SEM **Sospeter Muhongo**, Ministre de l'Énergie et des mines, pour une réunion de

travail. Les récentes découvertes de gaz font de ce ministère le « moteur » principal du devenir économique du pays. Le Ministre a détaillé non seulement les projets à l'exploitation d'hydrocarbures (pipelines, raffinages, distribution...) mais aussi les projets induits par ces ressources comme les ports francs et diverses infrastructures notamment dans la production électrique.

Quant à la relation Tanzanie/France, le Ministre, après avoir décrit les interventions d'autres investisseurs, a surtout insisté sur l'approche nouvelle de l'Afrique que devaient avoir les Européens encore trop conditionnés par les schémas traditionnels.

CHINDIAFRIQUE – Réunion CADE

Paris, 23 janvier

La CADE a réuni les auteurs du livre *Chindiafrrique* (Ed. Odile Jacob), **Jean-Joseph Boillot** et **Stanislas Dembinski**, et différents acteurs d'entreprises impliqués dans les relations entre ces trois mondes qui sont sensés « faire le monde de demain ». L'objection principale à ce tableau idyllique est venue de nombreux Africains présents faisant valoir que la Chine et l'Inde avaient un gouvernement central et une monnaie unique alors que l'Afrique, avec 54 pays souverains, était loin de posséder ces atouts.

ENERGIES NOUVELLES – Panorama IFP

Paris, 31 janvier

L'Institut français du pétrole a présenté son panorama 2013 des énergies nouvelles. On retient de l'intervention d'**Olivier Appert**, Président de l'IFP, que le marché pétrolier est à aborder en 2013 dans le cadre de déterminants géopolitiques (élections en Israël, en Iran, perspectives FMI de croissance faibles, faiblesse budgétaire aux États-Unis, croissance négative en Europe). Le prix plancher du pétrole devrait correspondre à celui des huiles de schistes soit 90 \$/b. La production des États-Unis devrait en 2020 dépasser celle de l'Arabie Saoudite et les rendre indépendant du Moyen Orient. De fait, les pays producteurs ouest-africains (Nigeria, Angola) ressentent les effets de cette situation et cherchent des débouchés sur l'Europe. En 2012, le prix moyen du baril était de 111,75 \$ et devrait en 2013 évoluer entre 100 et 120\$. Quant au marché gazier, il devrait croître de 2,5 %, sauf en Europe et on note, en 2012, une baisse des investissements dans les énergies renouvelables.

Est également intervenu **Didier Maillard**, Président de RTE. En électricité, la gestion réseau et le stockage massif sont les enjeux majeurs pour tenir compte des variations de consommation journalières et des variations saisonnières. Face à cela, il faut intégrer les fluctuations très fortes en production d'énergies renouvelables (vent, soleil). L'impact coût est très important de 60 à 220 €/KWH selon heure de la journée. Le stockage massif (supérieur à 10 MWh) de l'électricité est un enjeu majeur : stockage gravitaire par pompage, stockage par air comprimé, batteries, chaleur.

POTENTIEL AFRIQUE – Sciences Po

Lancé en 2010, le cycle Potentiel Afrique est un programme de formation continue de Sciences Po consacré à la Gestion publique et au management et destiné aux cadres du secteur public ou parapublic, ou du secteur privé en relation avec le secteur public, issus d'Afrique francophone.

En 2013, Potentiel Afrique, présidé par **Michel Rocard**, devient un véritable Executive Master (EM). Cet EM se déroulera sur 5 mois, à raison de 7 à 9 jours par mois, d'octobre 2013 à février 2014.

En savoir plus

Afrique centrale :

Patrick Sevaistre

Expert CIAN

sevaistre.patrick@gmail.com

IFRI :

www.ifri.org

Afrique australe :

Laurent Padoux

Expert CIAN

lpadoux@gmail.com

CADE :

www.afrique-demain.org



IFP :

www.ifpenergiesnouvelles.fr

Sciences Po :

www.sciencespo.fr/afrique

VIE DES SOCIÉTÉS

**Services conseil à l'immigration**

VisAfrika c'est le nom de la nouvelle entité créée conjointement par Abax et la société Bonheur Legal basée à Londres pour offrir des services d'immigration aux firmes étrangères engagées sur le continent africain. VisAfrika propose un véritable accompagnement concernant les diverses procédures à engager pour l'obtention de permis et autres autorisations requises pour le travail de personnel expatrié sur le continent et le séjour de membres de leur famille. Les consultants de la société nouvellement créée ont une longue expérience du cadre légal régissant le travail de personnel expatrié en Afrique et comptent à ce jour parmi leurs clients maintes sociétés internationales à l'instar des compagnies pétrolières, financières et celles du bâtiment travaux publics.

En sus des services liés à l'obtention des visas, permis de travail et titres de séjour, VisAfrika offre un véritablement service de conseil relatif à la politique d'embauche et de rétention de personnel expatrié pour des sociétés internationales dont celles présentes en Afrique.

**Programme Afrique**

L'Adepta, Association pour le Développement des Échanges internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaires, organise des opérations collectives pour les entreprises françaises en Afrique en 2013 : 21-23 mai - Missions d'entreprises agricole agro-industries au Ghana (pascal.dufour@adepta.com, 00 221 77 384 95 30); 23-26 mai - Foire internationale de Madagascar (florian.desaintvincent@adepta.com, 01 44 18 24 32)

**Appel à manifestation d'intérêt**

Le Fonds français pour l'Environnement Mondial (FFEM) initie un nouveau financement dédié aux entreprises du secteur privé, actives dans la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement : la facilité d'Innovation pour le Secteur Privé dans le domaine du changement climatique (ou la FISP-Climat).



La FISP-Climat a vocation à financer, par l'intermédiaire de subventions, des innovations dans le domaine du changement climatique. Celles-ci doivent être portées par le secteur privé et être développées dans un pays éligible en partenariat avec des acteurs locaux. Un effet de levier est recherché par la mobilisation effective des acteurs privés du secteur, mais aussi par l'apport de financements complémentaires des entreprises elles-mêmes ou d'autres investisseurs.

L'objectif du FFEM est de financer cinq à dix projets, d'un montant maximum de 500.000 € par projet, par le biais d'un premier appel à manifestation d'intérêt. Le montant du financement accordé par la facilité correspond à une partie du coût des investissements d'un projet et n'est pas destiné à financer des études de faisabilité ou des études de ressources uniquement.

L'appel à manifestation d'intérêt sera clôturé lundi 08 avril 2013, à 12.00 (heure de Paris).

**Développement en Afrique**

Air France KLM continue à investir en Afrique. Après les ouvertures en 2011-2012 de Monrovia,

Freetown, et Le Cap par Air France, de Kigali, Lusaka, Harare et Luanda par KLM, le Groupe augmente sensiblement ses capacités sur le continent en 2013 : 1 vol supplémentaire sur Niamey (5 fréquences hebdomadaires), et sur Nouakchott (4 vols / semaine), 2 sur Libreville, ainsi desservie en quotidien, 3 sur Abidjan, opérée désormais 10 fois par semaine. Au total, le développement sera de 10 % de 2012 à 2013. Le groupe sera ainsi en vol quotidien ou plus sur Dakar, Conakry, Abidjan, Ouagadougou, Lagos, Port Harcourt, Libreville, Douala, Malabo, Johannesburg et le Caire, et malgré les événements maintiendra une forte activité sur Bamako avec 6 vols par semaine.

**Nouveaux services au Ghana**

Dans le cadre du projet Afrique 2016, la relocation a été lancée au Ghana fin 2011, sous l'enseigne *Executive Relocations in Africa* appartenant au groupe Mobilitas. Cette enseigne permet à AGS Frasers Ghana de couvrir, en plus de ses services habituels, des services d'immigration, de recherche de logements, d'établissements scolaires et d'orientation, apportant ainsi une offre globale de services de mobilité internationale aux DRH des grands groupes internationaux, diverses administrations et diplomates de toutes nationalités.

Plus récemment la filiale a initié la gestion de documents et d'archives physiques et numériques, via la marque Archiv System du Groupe Mobilitas. Les services proposés par cette marque comprennent l'audit, la formation, la délégation d'archivistes, l'externalisation et la gestion physique et numérique de documents ainsi que la destruction sécurisée des documents en fin de vie. Les avantages pour la clientèle en archivage seront un gain de temps, d'argent et d'espace, et un accès plus facile et plus rapide à ses documents parfaitement sécurisés.

Thibault Malézieux et son équipe se tiennent à la disposition de leurs clients dans ces trois domaines d'activité. Le Groupe AGS démontre ainsi encore une fois sa connaissance du continent africain et sa capacité à être aux côtés de ses clients en toutes circonstances.

**2 nouvelles filiales en Afrique de l'Ouest**

Ascoma, groupe de courtage d'assurances international et indépendant, étend son réseau en Afrique de l'Ouest avec l'ouverture de deux nouvelles filiales au Burkina Faso et au Mali, respectivement basées à Ouagadougou et Bamako.

Ascoma Burkina Faso est opérationnelle depuis le 17 janvier 2013. **Drissa Kone**, professionnel du secteur de l'assurance depuis 8 ans, en assure la Direction de l'exploitation. Ascoma Mali développe ses activités au sein du Groupe Ascoma depuis le 1^{er} février 2013. Elle est dirigée par **Moussa Thiam**, actif dans le secteur de l'assurance depuis plusieurs années. Ces deux nouvelles filiales appartiennent à la Région Ascoma Afrique de l'Ouest, dirigée par **Jean-Claude Jeanson** et **Jean-François Alauze**.

Le Groupe Ascoma conforte ainsi sa position historique de premier courtier indépendant d'assurances, installé aujourd'hui dans 20 pays d'Afrique : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée Équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, RDC, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Madagascar.

En savoir plus**ABAX :**

Thierry Hervet
VisAfrika
th@visafrika.com
www.abaxservices.com

ADEPTA :

www.adepta.com

AFD :

www.afd.fr

FFEM :

www.ffem.fr

AIR FRANCE :

corporate.airfrance.com

AGS Ghana :

Thibault Malézieux
Directeur Ghana
manager-
ghana@agsmovers.com
Tél. : +233 30 701 0555
Mob. : +233 244 310 221
www.agsfrasers.com

ASCOMA :**Ascoma Burkina**

Drissa Kone
Directeur
drissa.kone@ascoma.com /
burkina@ascoma.com
Tél. : (+226) 78.82.38.59
www.ascoma-burkina.com

Ascoma Mali

Moussa Thiam
Directeur
moussa-thiam@ascoma.com / mali@ascoma.com
Tél. : (+223) 20 21 05 60
www.ascoma-mali.com



Conformité et certification

Bureau Veritas est un leader mondial de services d'évaluation de conformité et de certification appliqués aux domaines QHSE (340 laboratoires dans 140 pays). Sa Division Services aux Gouvernements & Commerce International assiste les gouvernements dans la mise en œuvre de programmes destinés à optimiser la perception des recettes douanières - avec l'appui de techniques avancées comme la gestion des risques, le contrôle par scanner à rayons X, le contrôle technique automobile, les opérations de guichet unique du commerce extérieur - et à vérifier la conformité des produits à des normes spécifiées. Cette Division développe 55 programmes de facilitation du commerce dont 30 en Afrique : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, RCA, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Mali, Ouganda, Somalie, Sénégal, Tanzanie, Tchad et Zambie. Au Bénin, le groupe opère la concession de Guichet Unique du Commerce Extérieur (au Port de Cotonou - Ministère des Affaires Maritimes).



Implantations au Nigeria et au Kenya

Gras Savoye a obtenu la licence pour mener des opérations de courtage d'assurance et de réassurance au Nigeria, 27^{ème} filiale africaine du Groupe. Dirigée par **N'Gnineman Coulibaly**, Gras Savoye Nigeria Insurance Brokers Ltd constitue avec Gras Savoye au Ghana et au Libéria une plateforme régionale majeure de l'Afrique de l'Ouest anglophone.

Après l'Ouganda, le groupe obtient également sa licence au Kenya avec la création de Gras Savoye Kenya Insurance Brokers Ltd dirigée par **Johnny Evans** et **Vincent de Charnacé**. Cette nouvelle implantation renforce la présence du groupe en Afrique de l'Est et fait de Gras Savoye le premier courtier en Afrique par la taille de son réseau avec 27 filiales en Afrique dont 23 en Afrique subsaharienne.

Gras Savoye et Willis sont les seuls courtiers d'assurances internationaux présents dans toutes les régions d'Afrique capables d'assister leurs clients sur l'ensemble du continent africain.

I&P Développement



Le groupe d'impact investment Investisseurs & Partenaires (I&P) s'apprête à mener dès le printemps 2013 une nouvelle augmentation de capital pour son véhicule historique : I&P Développement (IPDEV). Ce véhicule à vocation d'impacts sociétaux (environnementaux, sociaux et de gouvernance) capitalise sur 10 années d'expérience en Afrique subsaharienne, auprès d'une trentaine de petites et moyennes entreprises issues de secteurs diversifiés. Il poursuivra la même stratégie d'investissement (tickets compris entre 150 et 300 000 euros) en variant ses modalités d'intervention (directe, intermédiation). IPDEV vise à contribuer activement au développement du continent africain, en promouvant une nouvelle génération d'entrepreneurs africains créateurs d'emplois et porteurs d'une croissance durable et équitablement répartie en Afrique. Enfin il cherchera à assurer des taux de rentabilité compatibles avec la préservation du patrimoine de ses investisseurs.



Guides Business Pays

Prochainement, le MOCI, Moniteur du Commerce International, publiera une série de

guides Business Pays sur des pays africains, guides éditoriaux de présentation de ces marchés (secteurs porteurs, contacts utiles, environnement juridique et fiscal, manifestations professionnelles, relations bilatérales, success stories, ...). Ces guides s'adresseront aux lecteurs abonnés du MOCI (108 000 lecteurs magazine et 120 000 visiteurs uniques www.lemoci.com) à quoi s'ajoute une diffusion locale sur les événements BtoB majeurs, auprès des entreprises locales ainsi que via les institutionnels français et locaux partenaires. 7 pays sub-sahariens seront traités en 2013, ainsi que 4 pays du Maghreb.



Nominations

Richard Talbot, Fondateur du groupe Necotrans, a décidé de modifier la gouvernance de son groupe et de transformer la société en Société Anonyme à Conseil d'Administration. Les nouveaux administrateurs sont : **Richard Talbot**, nommé Président Directeur Général (fondateur du groupe); **Grégory Quérel**, nommé Directeur Général Délégué (précédemment Président du Directoire de NCT Necotrans, diplômé de l'ESSCA et de l'École Centrale de Paris) ; **Sophie Talbot**, nommée Administrateur (anciennement en charge de la Direction de NCT Trading, diplômée de l'ESC Normandie); **Jean-Michel Gallois**, nommé Administrateur (anciennement dirigeant de sociétés de transport maritime et de logistique, diplômé ACI NEGOCIA); **Pierre-André Wiltzer**, nommé Administrateur (Conseiller d'État (h), ancien Ministre de la Coopération, ancien Président de l'AFD, ancien élève de l'ENA); **Alain Ducray**, nommé Administrateur (Président de l'Association française de stratégie et de développement d'entreprise, membre de l'Institut français des administrateurs, licencié en Droit, Diplômé d'expertise comptable et du CPA).

Necotrans récompensé au Top/Com 2013

Le groupe Necotrans a reçu lors du Congrès Top/Com 2013, le prix d'argent dans la catégorie Corporate Business, section Design Global pour le dossier « Émergence d'une nouvelle marque mondiale ». Cette récompense, délivrée par un jury d'annonceurs, illustre le travail d'image et de visibilité que le Groupe a initié début 2012 en se dotant d'une nouvelle identité et en regroupant l'ensemble de ses filiales sous une seule et même marque commerciale : Necotrans.



Lutte contre la corruption

Choissant d'être une entreprise responsable et de confiance pour construire le monde numérique de demain, France Telecom a adopté dans tout son Groupe une politique de tolérance zéro contre la corruption.

Pour formaliser et faire connaître cet engagement et ses modalités, France Télécom a publié sur son site web institutionnel les détails de sa politique anti-corruption.



3 axes majeurs

La gamme multiPATH, suite logicielle de collecte et d'enrichissement automatique des relevés bancaires, de nouveaux process et un catalogue étoffé permettent aujourd'hui d'étendre la requalification à tous les relevés d'un groupe, quel que soit le pays d'origine, pour une intégration optimisée. D'autres options permettent aux DSI de bénéficier de la puissance de multiPATH pour organiser la gestion de leurs autres flux. Ainsi, après CFAO, Optorg a confié l'implémentation de multi-PATH et Kyriba sur son périmètre africain. Avec une offre de services en mode SaaS (plateforme

En savoir plus

BUREAU VERITAS :

gsit@bureauveritas.com
www.bureauveritas.com/
[gsit](mailto:gsit@bureauveritas.com)

GRAS SAVOYE :

Gras Savoye Kenya
vincent.de.charnace@ke.grassavoye.com
johnny.evans@ke.grassavoye.com
www.grassavoye.fr

Tél. : + (254) 204 9382

Gras Savoye Nigeria

ngnineman.coulibaly@ng.grassavoye.com
www.grassavoye.fr

Mob. : + (233) 244 318 548

I&P :

www.ietp.com

LE MOCI :

Philippe Chebance
 Directeur international
philippe.chebance@lemoci.com
 Tél. +33 (0)1 53 80 74 10
www.lemoci.com

NECOTRANS :

www.necotrans.com

ORANGE :

www.orange.com

PATH FINANCE :

www.pathfinance.net

24/7 sur serveurs sécurisés et entièrement administrée par les équipes), chaque entreprise peut bénéficier de l'offre multiPATH pour une redevance d'utilisation calibrée.

Fort de ces évolutions et de la complémentarité de son offre avec celle de l'éditeur Kyriba, les deux acteurs concrétisent 10 ans de collaboration par la signature d'un double contrat de partenariat, pour la France et l'Afrique et PATH Finance recrute des partenaires africains.

PATH Finance apporte ainsi une réponse globale, intégralement hébergée, aux sociétés africaines soucieuses de piloter leur trésorerie, grâce une offre incluant la collecte et la requalification des relevés, un logiciel modulaire adapté à leurs besoins, une équipe d'experts, et le bénéficie sur l'ensemble du continent de l'accompagnement et de l'assistance en temps réel de ses équipes.

 **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** 50 ans de présence en Afrique subsaharienne
Société Générale a fêté en 2012 les 50 ans de SGBS

(Sénégal) et de SGBCI (Côte d'Ivoire), et fêtera les 50 ans de SGBC (Cameroun) en 2013. Ces 3 filiales historiques de Société Générale en Afrique subsaharienne, berceau de son réseau de Banque de Détail à l'International, sont aujourd'hui des acteurs bancaires leaders sur leurs marchés respectifs.

Société Générale est également présente, par ce réseau, dans 9 autres pays de la région où elle a, là aussi, l'ambition d'être une banque au service du développement de l'économie locale : le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, le Ghana, la Guinée, la Guinée équatoriale, Madagascar, la Mauritanie et le Tchad.

La stratégie de Société Générale dans cette région s'inscrit dans la durée. Dans chacun de ces pays, Société Générale, s'appuyant sur le modèle de banque universelle, se positionne comme une banque de premier plan, impliquée dans l'économie locale. La présence internationale du Groupe lui permet de jouer un rôle moteur dans le développement de ces régions où les différentes filiales opèrent de façon à être des banques responsables et innovantes.

En savoir plus

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE :
www.societegenerale.com

NOUVEAUX ADHERENTS



2iE est un Institut international d'enseignement supérieur et de recherche spécialisé dans les domaines de l'Eau et l'Assainissement, l'Environnement, l'Énergie et Électricité, le Génie Civil, les Mines et les Sciences Managériales. Association internationale reconnue d'utilité publique, sans but lucratif, 2iE permet l'accès, sur le continent africain, à des formations de haut niveau pour les étudiants et professionnels en activité. Les diplômes d'ingénieurs de 2iE sont reconnus en Europe (Label EUR-ACE) et accrédités par la Commission française des Titres d'ingénieurs (CTI). 2iE est membre de réseaux de collaboration académiques internationaux, tels que la CGE, Campus France, CONAHEC, etc. L'offre de formation, comme les activités de recherche, sont orientées vers des secteurs stratégiques pour la croissance verte : traitement des eaux et déchets, énergies renouvelables, production d'éco-matériaux. Les formations délivrées à 2iE sont en phase avec la réalité du marché du travail et les besoins des entreprises : 95 % des étudiants trouvent un emploi dans les six mois qui suivent l'obtention de leur diplôme. Plus de 85% des diplômés occupent un emploi dans le secteur privé dans les domaines clefs de l'économie africaine.



L'association France-Nigeria, créée en 2008, rassemble des personnes, particuliers et responsables d'entreprises, qui en raison de leurs expériences dans ces deux pays, ont souhaité œuvrer au rapprochement de la France et du Nigeria dans les domaines culturels, scientifiques et humains mais également économiques. Si la France est bien connue au Nigeria, ce pays et ses 160 millions d'habitants sont méconnus de l'opinion publique française bien que le Nigeria soit aujourd'hui le premier partenaire économique de la France en Afrique Subsaharienne.

Son action est donc tournée, principalement, vers le public et les entreprises françaises, afin de permettre une meilleure connaissance de la richesse du patrimoine culturel et du potentiel économique de ce grand pays. En étroite collaboration avec l'Ambassade du Nigeria à Paris l'association s'attache à identifier et à promouvoir toute manifestation proche de ses objectifs. Par ailleurs, elle entend aider les Nigériens arrivant en France, et tout particulièrement les étudiants, à appréhender la culture française. Enfin, l'association réunit régulièrement ses membres lors de rencontres culturelles ou économiques animées par des intervenants, et à l'occasion de réceptions données en l'honneur de personnalités.



EIFFAGE Eiffage est la 5^e entreprise de construction européenne avec 14 M€ d'activité et 70 000 personnes. Elle est implantée en France (85% de son activité), dans les principaux pays européens et un peu à l'export. Depuis près de 2 ans, l'export est devenue une priorité, en particulier dans des métiers de niches.

Implantée au Sénégal depuis 85 ans, elle y mène une activité de construction classique (Bâtiment, Génie-Civil, Travaux électriques, Travaux maritimes). A noter la réhabilitation, en 2012, du pont Faidherbe à St Louis du Sénégal et la construction en concession de l'Autoroute allant de Dakar à l'Aéroport. Implantée au Nigeria depuis 40 ans, après avoir fait du BTP, elle s'est spécialisée dans le parapétrolier et travaille pour les grands opérateurs (Total, Mobil). Elle y mène actuellement un contrat important de construction de plateforme Quartier d'habitation (projet Ofon pour le compte de Total de 500 M\$), faisant travailler actuellement 500 personnes à Lagos et Port Harcourt. Présence aussi au Gabon pour le projet Total Anguille. Eiffage est présent en Libye (ouverture récente d'une succursale), en Algérie (contrats de maintenance pour Sonatrach), a travaillé en Tunisie (Réhabilitation de ponts métalliques), et travaille au Maroc (contrat de maintenance pour l'ONEE). Plusieurs contrats en Afrique de l'Ouest pour l'électrification rurale et des postes de transformation. Plusieurs opérations en démarrage dans le domaine des infrastructures (Gabon, Ghana, Bénin) avec des ouvrages d'arts réalisés via un protocole breveté « Unibridge », particulièrement adapté à de nombreux pays africains (passage de cours d'eau, relief accidenté). Dans le domaine de l'énergie, du parapétrolier, des infrastructures et de certains bâtiments spécifiques, Eiffage mise beaucoup sur l'Afrique avec comme objectif d'y réaliser sous peu un chiffre d'affaire annuel de 500 M€ et sous 5 ans, 1 M€.

En savoir plus

2iE :
Meriem Kellou
Secrétaire Exécutive
Tél. 06 50 39 88 99
www.2ie-edu.org

Association FRANCE-NIGERIA :
Gérard PARFAIT
Président
Tel.: + 33 (0)6 86 68 13 58
g.parfait@tropolis.fr

EIFFAGE :
www.eiffage.com

Mars / Avril 2013

GBH exerce ses activités en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, en République dominicaine, à Trinidad-&-Tobago, en Algérie, au Maroc, à La Réunion, en Chine et en Nouvelle-Calédonie, autour de trois pôles : le pôle «Grande Distribution» qui s'organise autour d'hypermarchés, de magasins de bricolage et de sport ; le pôle «Automobile», structuré autour des métiers de la distribution automobile, de la location automobile et de la distribution de pneumatiques ; le pôle «Activités Industrielles» qui regroupe les secteurs agroalimentaire et matériaux de construction. Les principaux franchiseurs de GBH sont Carrefour, Mr Bricolage, Decathlon, Renault, Michelin et Danone. GBH regroupe 7500 collaborateurs. GBH est implanté en Afrique depuis 2007 au travers de son pôle « Automobile » : le groupe distribue les marques Citroën et Scania en Algérie, et est présent au Maroc avec la franchise de location automobile Hertz.



Okan Consulting, le cabinet partenaire d'un développement en Afrique, de la conception à la mise en œuvre des projets. Okan Consulting est un cabinet de conseil fondé par des anciens de McKinsey. Il accompagne les sociétés sur l'ensemble du continent africain en matière de structuration, de financement et de mise en œuvre de leurs projets.

Okan Consulting a été fondé par deux associés qui s'appuient sur une vingtaine de consultants sectoriels et fonctionnels. Okan Consulting a également développé un réseau de partenaires locaux dans une dizaine de pays du continent (Maghreb, Afrique de l'Ouest et Centrale, Afrique de l'Est). Okan Consulting appuie ses clients en Afrique dans 5 domaines spécifiques :

- entrée sur les marchés (études de marché, business plan, recherche de partenaires locaux) et de financement (structuration, levée de fonds), pour les PME, les multinationales et les fonds d'investissement;
- stratégie de développement économique pour les gouvernements et bailleurs de fonds (stratégie sectorielle, attraction du secteur privé, amélioration du climat des affaires et compétitivité);
- structuration et développement de projets dans l'agriculture & l'agro-industrie;
- structuration de programmes RSE (responsabilité sociétale) et développement communautaire;
- développement de projets d'infrastructure & PPP (design, structuration, négociation).

En savoir plus

GBH :
www.gbh.fr

OKAN CONSULTING :
www.okanconsulting.com

PARTENAIRES CIAN



Association Sciences Po pour l'Afrique

L'ASPA organise du 25 au 29 mars, la 4^e édition de la Semaine Africaine à Sciences Po sur le thème « Les nouveaux acteurs du rêve africain ». Ponctué de conférences, débats et animations en tous genres, cette semaine s'achèvera par un gala de clôture le 29 mars en partenariat avec *Roots Magazine*. Le but de ce gala est de présenter le voyage humanitaire qui aura lieu cet été au Togo.

L'ASPA est à la recherche de partenaires et sponsors pour soutenir et financer cet événement caritatif qui rassemblera une partie de la diaspora afro caribéenne d'Île de France.

L'ASPA s'engage à faire la promotion des sponsors tout au long de la Semaine Africaine sur tous ses supports de communications.

En savoir plus

ASPA :
Franck Gbaguidi
Responsable événementiel
Tél. +33 (0)6 80 47 08 28
franck.gbaguidi@sciences-po.org
<http://aspa.afrik.com>

NOMINATIONS

Ministère des Affaires étrangères

Elisabeth Barbier : Ambassadrice en Afrique du Sud.

François Goldblatt : Ambassadeur à Madagascar.

Jacques Lapouge : Ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique.

Etienne de Montaigne de Poncins : Ambassadeur

en Somalie, en résidence au Kenya.

Michèle Ramis : Ambassadrice chargée de la lutte contre la criminalité organisée.

Serge Ségura : Ambassadeur au Swaziland, en résidence au Mozambique.

Anne Trarieux-Vidal de la Blache : Ambassadrice au Botswana.

PARUTIONS

Économie politique de l'Afrique contemporaine, Pierre Jacquemot, Ed. Armand Colin, janvier 2013.

Fruit de nombreuses années de recherche, d'enseignement et de pratiques de terrain, cet ouvrage présente une somme des connaissances sur l'économie de l'Afrique subsaharienne, mais aussi sa sociologie, ses caractères culturels, ses pratiques politiques... L'approche est à la fois théorique et pratique. Pour chaque thème, l'auteur présente les outils conceptuels utilisés, les thèses en présence, les analyses et des politiques mises en œuvre. Sans complaisance mais avec un esprit d'ouverture à la diversité des situations, il identifie les contraintes et les atouts de ce continent en mutation, afin de définir des axes pour un développement durable et inclusif.

Pierre Jacquemot, universitaire et diplomate, est président du GRET, chercheur associé à l'IRIS, président de la Commission RSE du CIAN et membre du comité de rédaction d'Afrique contemporaine.

Il enseigne à Sciences Po-Paris, au CEFEB de Marseille et à 2iE de Ouagadougou.



Le secteur bancaire subsaharien : nouveaux acteurs, nouveaux modèles ?, n° 16 de *Secteur Privé & Développement*, la revue de

Proparco, mars 2013.

En savoir plus : disponible sur www.proparco.fr. Rédacteurs en chef : Julien Lefilleur et Véronique Pescatori, lefilleurj@proparco.fr, pescatori@proparco.fr



AGENDA

2IE

BURKINA FASO – 8e édition des Journées entreprises : 13 au 14 juin
Infos : <http://journées-entreprises.2ie-edu.org>

CADE

PARIS – Production du savoir et du savoir-faire, des langues et des savoirs : 20 mars
PARIS – Femmes et OMD : 17 avril
PARIS – Production du savoir et du savoir-faire, la santé : 22 mai
Contact : cade@afrique-demain.org

CCI ROUEN

ROUEN – 2e édition AFRICA-EUROPA : 22 au 24 avril
Infos : www.africa-europa.net.

IFRI

PARIS – France/Etats-Unis, regards croisés sur le nouveau monde arable : 15 mars
BRUXELLES – New energy resources in East Africa, pushing back the continent's last hydrocarbon frontier : 21 mars
PARIS – La politique étrangère de Jacques Chirac, le bilan : 26 mars
PARIS – Les transformations politiques à l'ouest de la Méditerranée : 28 mars
PARIS – Acquisitions d'armement et industries : 28 mars
Contact : romanenko@ifri.org

IRIS

PARIS – Diplomatie d'influence : 20 mars
Contact : colloques@iris-france.org

NYFA

GABON – 2^e édition du New York Forum Africa : 14 au 16 juin
Infos : www.ny-forum-africa.com

MEDEF INTERNATIONAL

USA – Délégation Banque mondiale : 20 au 22 mars
MOZAMBIQUE – Délégation de chefs d'entreprise : 28 au 29 mars
Contact : gbattle@medef.fr

SCIENCES PO

PARIS – Les conditions d'un redressement productif avec JL Beffa, Président d'honneur de Saint Gobain : 21 mars
Contact : evenements@sciences-po.asso.fr
PARIS – Les collectivités locales et leur financement avec JP Jouyet, Dg de la Caisse des dépôts : 18 avril
Contact : evenements@sciences-po.asso.fr
PARIS – The governance report 2013 : 3 avril
Infos : www.mpa.sciences-po.fr

UBIFRANCE

PARIS – Journée Algérie, développer ses partenariats : 2 avril
Contact : natalie.verne@ubifrance.fr
COTE D'IVOIRE – Mission opportunités plan national de développement 2012-2015 : 8 au 10 avril
Contact : laurence.hautefeuille@ubifrance.fr
PARIS – Atelier Nigeria, un marché d'Afrique de l'ouest : 15 avril
Contact : nil.blanchy@ubifrance.fr
MAROC – Salon de l'agriculture SIAM 2013 : 24 au 28 avril
Contact : catherine.bonnet@ubifrance.fr
ANGOLA – Rencontres acheteurs pétrole et gaz : 7 au 9 mai
Contact : clementine.baume@ubifrance.fr
ALGERIE – Forum de partenariat algéro-français : 28 au 29 mai
Contact : natalie.verne@ubifrance.fr
USA – Mission Banque mondiale, financements des marchés eau et assainissement : 11 au 14 juin
Contact : cecile.antony-clonts@ubifrance.fr
CAMEROUN/CONGO – Colloque sur l'eau : 17 au 20 juin
Contact : marc.hernandez@ubifrance.fr
MOZAMBIQUE – Mission découverte bailleurs internationaux, acteurs secteur public et privé : 17 au 19 juin
Contact : francine.leroy-degrave@ubifrance.fr

Retrouvez l'intégralité du programme France 2013 sur : www.ubifrance.fr

RAPPORT CIAN 2013



Commander le Rapport 2013 :
Le MOCI, Tel. +33 1 53 80 74 00
abonnement@lemoci.com

GUIDE PRATIQUE CIAN « Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



Commander le Guide Pratique
(9,00 €+ port) :
CIAN, Tel. +33 1 45 62 55 76
alix_camus@cian.asso.fr

La Lettre du CIAN

Président :
Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :
Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :
Anthony Bouthelier, Stephen Decam, Pierre Jacquemot, Jacques Manlay, Laurent Padoux, Patrick Sevaistre.

Pour vous abonner :
communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent. Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités. Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : relationcian@cian.asso.fr
Site : www.cian.asso.fr

 Retrouvez-nous
sur le Web :
www.cian.asso.fr